

## TIZI-OUZOU

# Les citoyens d'Akerrou s'inquiètent du sort de leur commune

**Dans une lettre adressée au wali de Tizi-Ouzou lui demandant son intervention, les citoyens de la commune d'Akerrou dénoncent la politique menée par l'exécutif local, source d'un calvaire quotidien.**

Dans leur écrit, ils s'élèvent contre ce qu'ils considèrent comme le non-respect des directives nationales relatives au développement rural et au désenclavement des zones reculées.

Au manque de nouvelles d'infrastructures susceptibles d'apporter un quelconque changement, les rédacteurs évoquent le cas du siège de l'APC qui est le symbole d'un laisser-aller flagrant, estiment-ils, les obligeant à retirer leurs

documents d'une baraque servant d'enceinte municipale. D'autres griefs ont été évoqués dans la correspondance comme l'absence d'un vrai centre sanitaire, d'infrastructures sportives, de centre de formation et de cadre de loisirs pouvant encadrer les nombreux jeunes que compte la commune d'Akerrou.

Plus loin, ces mêmes citoyens circonscrivent le mal de leur commune en imputant la responsabilité première de cette déchéan-

ce au secrétaire général de l'APC. Ils lui reprochent d'être coupable de fausses délibérations en émettant leurs dires par l'exemple d'un fonctionnaire de la municipalité promu à un poste supérieur sur la base d'un document non authentique ou celui de l'opération de pèlerinage dont ont bénéficié quelques citoyens en dehors de la commune et auxquels le secrétaire général a délivré de faux certificats de résidence.

Ils continuent en citant le cas de l'ex-P/APC, actuellement élu de l'assemblée locale, qui avait subi un retrait de confiance sous l'égide du chef de daïra pour avoir dénoncé ces

agissements, estiment-ils. Les auteurs de la correspondance ne sont pas allés de main morte envers le secrétaire général et le P/APC, de même obédience RND, en évoquant leurs manœuvres avant toute élection.

Selon ces derniers, ils abusent des stratégies à même de favoriser leur parti par le placement des «leurs» dans les bureaux de vote. Il est de même, ajoutent-ils, que c'est l'homme à tout faire de la commune, allant de la distribution de logements à celle des allocations de chômage avec chantage aux potentiels bénéficiaires.

F. B.

## MEKLA, L'AUTRE DESTINATION DE FERAOUN

## L'INSTITUTEUR

## Hommage lui sera rendu prochainement

**Au début des années 1930, plus précisément entre 1931 et 1936, soit trois années durant, Mouloud Feraoun avait exercé son métier d'instituteur au village Taourirt Aden, dans l'actuelle commune de Mekla, à 25 kilomètres à l'est de Tizi.**

Un passage qui a marqué la localité, notamment les habitués de «l'école Bwada», comme on la surnomme au village. Grâce à l'association Asirem, ses anciens élèves, collègues et des gens qui l'ont côtoyé, se retrouveront le 13 mars prochain pour rendre hommage à l'instituteur et à l'homme par leurs

témoignages et par l'organisation d'activités à l'image de la personne. C'est une occasion pour les initiateurs de déterrer un bout de l'histoire de leur école qui a participé à leur instruction et au-delà, une occasion de se remémorer ce que fut l'homme, son action et sa place dans la vie du village.

Un des membres de l'association, Adar Abdelkrim, parle des invitations adressées aux fils de l'écrivain et d'un programme riche soutenu par les comités de villages locaux et placé sous l'égide de la direction de la culture de Tizi-Ouzou.

Pour rappel, cette école a été fondée en 1924 par le comité de village de Taourirt. Il a fallu une année de

démarches administratives auprès de l'inspection académique d'Alger pour obtenir son officialisation. Le premier à avoir produit le savoir dans cette école est M. Oudriche, ensuite ce fut au tour de MM. Arbouze Idir et Balamini Hène, ce dernier a été remplacé par Feraoun en 1934.

Cette école, composée essentiellement d'une salle de classe, est actuellement désertée par les élèves pour la nouvelle construction un peu plus loin, mais sa structure est toujours intacte. D'ailleurs, selon toujours M. Adar, il sera procédé à sa transformation en bibliothèque communale juste après cet hommage.

F. B.

## APC DES OUADHIAS

## Enfin, l'exécutif communal installé

**Il a fallu attendre presque trois mois, jour pour jour, pour, en fin de compte, voir l'exécutif communal installé à l'Assemblée populaire communale des Ouadhias.**

En effet, l'exécutif communal de l'APC des Ouadhias a été installé, dimanche dernier, à l'issue de la deuxième session de l'Assemblée convoquée pour cette fin par le premier magistrat de la commune après avoir «revu sa copie» en acceptant d'octroyer les deux vice-présidences aux indépendants, à savoir M. Ouerd Smail premier vice-président et M. Akerna Mohamed (2<sup>e</sup> vice-président). Soumis pour approbation à l'assemblée, 6 élus sur 9 ont voté pour cet exécutif.

Cette proposition, faut-il le rappeler, a été faite par les indépendants lors de la première réunion de l'Assemblée en date du 22 décembre 2007, mais rejetée par le maire.

C'est ainsi que les vice-présidents installés auront à présider respectivement la commission sociale et culturelle (Ouerd Smail) et la

commission travaux publics, urbanisme et construction (Akerna Mohamed). Quant à la commission finances, économie et administration, elle est attribuée à l'élu du RCD, M. Chakri Boussaâd en l'occurrence.

Le maire se garde pour lui la commission des marchés. Les autres élus du FLN sont désignés par le P/APC comme ses représentants et responsables au niveau des antennes administratives situées à Ouadhias-Village et à Taguémout.

Ce dénouement est perçu comme un acte salutaire aussi bien par l'ensemble des élus que par la population. La sagesse l'a finalement remporté au détriment des calculs politiques, estime le maire qui semble reconforté dans son choix que ce soit pour l'exécutif ou pour la présidence des commissions. A-t-il réellement fait son choix ou a-t-il été

contraint de le faire ?

A en croire quelques indiscretions, ce dénouement est l'œuvre, en partie, de M<sup>me</sup> Ait Mirar (députée du FLN issue de la région) dépêchée par la moughafaha du FLN de Tizi-Ouzou le 17 février pour la circonstance. Elle aurait «forcé» la main au maire pour, en fin de compte, lâcher du lest et «revoir sa copie». Même si le P/APC, M. Hallou Mohand Oubelkacem, nous a confirmé avoir reçu officiellement, à deux reprises, la députée de sa tutelle politique pour connaître, dit-il, les tenants et les aboutissants, il dément catégoriquement une quelconque interférence dans sa prise de décision. «En mon âme et conscience, j'ai pris seul cette décision salutaire, sans aucune directive, et ce uniquement dans l'intérêt de la population», nous a-t-il déclaré.

Voulant savoir ce qui a poussé le premier magistrat de la commune à céder les deux vice-présidences aux indépendants à ce moment précis, il dira à ce propos : «Il

y a une prise de conscience et une avancée dans la vision des choses dans les deux parties (FLN-indépendants) et le sens des responsabilités l'a emporté sur d'autres considérations. Et de saluer «l'apport du comité de médiation», qui, selon lui, «geste salutaire dont la population ouadhiassienne est sortie vainqueur». A rappeler que l'Assemblée populaire Communale des Ouadhias (à 35 km du chef lieu de Tizi-Ouzou) est composée de 3 sièges FLN (majoritaire en nombre de voix), suivi par le FFS (3 sièges également), ensuite les Indépendants avec 2 sièges et enfin le RCD (1 siège).

M. S. Bel

## SIDI-BEL-ABBÈS

## Le syndrome des crues de 2007 encore vivace à Sidi-Khaled

Une quinzaine d'habitations ont été envahies par les eaux de pluie dans la localité de Sidi-Khaled, dans la soirée de samedi dernier, lorsque des précipitations importantes se sont abattues sur la région de Sidi-Bel-Abbès. Si les chutes de pluie étaient attendues avec joie, vu la sécheresse qui menaçait la région depuis septembre dernier, la situation a vite fait de tourner à la catastrophe.

Les eaux boueuses, qui se sont infiltrées dans les demeures, ne proviennent pas des crues de l'oued mais des torrents qui se sont formés le long de la chaussée faute d'avaloirs dégagés. Presque tous étaient obstrués et il a suffi de quelques millimètres de pluie pour que la localité se transforme en bourbier. Les habitants chez lesquels le syndrome des crues de 2007 reste encore vivace se sont rapidement organisés pour parer au désastre.

Les services de sécurité et de la Protection civile se sont immédiatement rendus sur les lieux. Cette dernière a, grâce à des motopompes, aspiré l'eau. Fort heureusement pour Sidi-Khaled, les pluies ont diminué pour finalement cesser et les habitants ont pu regagner leurs domiciles. Qui incriminer dans cette situation ? Les avaloirs devaient être régulièrement dégagés. Le constat que l'on ne peut s'empêcher de faire est que cette précaution n'a pas été prise par les services concernés. Les habitants, il est certain, sont loin de vouloir revivre le cauchemar de 2007 lorsque les eaux des crues ont subitement dévasté des centaines d'habitations et les voies de circulation.

## Les bénéficiaires du FNPOS dénoncent l'attribution anarchique des logements

Les bénéficiaires du FNPOS de Sidi-Bel-Abbès dénoncent l'attribution de logements qu'ils qualifient «d'arbitraire et d'anarchique» et les hausses effectuées sur le montant des versements des tranches du coût du logement auquel ils ont prétendu. Après une période d'attente, s'insurgent-ils, qui a duré plus de quatre longues années, nous empêchant de saisir d'autres occasions pour l'acquisition d'un toit pour nos enfants, l'instance du FNPOS au niveau de Tlemcen nous a surpris par des attributions arbitraires pas du tout conformes à la réalité et la situation du bénéficiaire. Comment peut-on attribuer, ajoutent-ils, un logement à Benbadis à une personne résidant et exerçant dans le chef-lieu (Sidi-Bel-Abbès), à Sfisef, à Telagh.

La moins éloignée se trouve à 40 km. De plus dans la daïra de Telagh, les travaux du projet sont loin d'être achevés, ce qui suppose qu'une longue attente s'impose. «Dans le registre des coûts du logement FNPOS, le montant des premières tranches a connu une hausse pas du tout dans le respect de l'arrêté de 2004 lorsque nos dossiers ont été réceptionnés», disent-ils. Les futurs bénéficiaires se disent surpris par les augmentations des versements de la première tranche qui sont passés de 256 000 DA à 340 000 DA pour les F3 et de 288 000 DA à 380 000 DA pour les F4.

Les bénéficiaires interpellent les services compétents à revoir les attributions de logements pour la stabilité de leurs futurs occupants et à consentir une baisse sur le montant des tranches à verser afin de respecter celui prévu initialement.

A. M.

## BORDJ-BOU-ARRERIDJ

## Les 43 proviseurs de la wilaya revendiquent la révision de leur statut

Après les PES, les PEM et les PEP, c'est au tour des proviseurs de dresser une plate-forme de revendications à caractère socioprofessionnel.

En effet, au cours d'une réunion 43 chefs d'établissements secondaires ont émis, à travers un communiqué officiel signé et approuvé par l'ensemble des présents, une liste de revendications autour de la nouvelle grille des salaires qui «ne correspondrait pas, insistent-ils à faire rappeler, à la nature des responsabilités, voire à leurs difficultés ainsi qu'à la lourdeur de la tâche qui leur est attribuée sur plusieurs fronts, administratif, pédagogique, éducatif et financier».

En ce sens, les protestataires demandent à la tutelle de revaloriser le statut particulier de cette catégorie de cadres, en commençant par réviser sa classification dans la nouvelle grille des salaires et par là même sécuriser le chapitre relatif aux primes et promotions liées au poste de proviseur.

Saâdene Ammar